

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 10 novembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 1er mars 1940, instituant une chambre de recours au Ministère des Finances", a donné en sa séance du 20 décembre 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 10e November 1950 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 Maart 1940, houdende instelling van de Raad van Beroep van het Departement van Financiën", heeft ter zitting van 20 December 1950 het volgend advies gegeven :

L'objet du présent projet d'arrêté ministériel est de modifier les règles déterminant la composition de la chambre de recours du Ministère des Finances.

Les nombreuses conditions qu'il faut observer pour assurer la composition régulière de cette chambre posent un problème difficile à résoudre.

1°. L'article 4 de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative impose la dualité linguistique.

2° L'article 84, b, du statut des agents de l'Etat exige que la représentation du personnel dans la chambre de recours soit assurée par les organisations professionnelles représentées au comité de consultation syndicale au prorata de leur représentation dans ce comité.

3° L'article 85 du statut prévoit que tous les agents qui siègent dans une affaire déterminée "soient d'un grade convenable", ce qui s'interprète en ce sens qu'ils doivent être de grade au moins égal à celui du comparant.

4° Il résulte des articles 6 et 7 de l'arrêté ministériel du 1er mars 1940 et des modifications que le présent projet y apportera, que la chambre de recours doit comprendre un représentant de l'administration dont relève le comparant et que le Ministre doit assurer par les assesseurs qu'il nomme la

.../...

représentation des différentes administrations
du Ministère des Finances.

Si on ajoute à ces règles la possibilité
des récusations (articles 86 et 87 du statut) et
celle, plus grande encore, des empêchements, on se
rend compte que c'est un problème inextricable que
de déterminer la composition de la chambre de manière
à en permettre dans tous les cas le fonctionnement
régulier.

Le Ministre espérait faciliter la composi-
tion régulière de la chambre en prévoyant la nomination
d'un plus grand nombre d'assesseurs suppléants repré-
sentant les administrations et en y ajoutant des asses-
seurs temporaires chargés de représenter le personnel.

Le statut ne mentionne pas cette catégorie
spéciale d'assesseurs temporaires et, sur l'observa-
tion qui en fut faite, le projet a été modifié, d'ac-
cord avec le représentant du Ministre, en donnant à
ces assesseurs la dénomination de suppléant.

Mais l'article 84 du statut porte :

" Toute chambre de recours se compose ...

e) de membres suppléants en nombre égal à celui
des membres effectifs et désignés de la même
manière."

.../...

Pour que le nombre d'assesseurs suppléants puisse dépasser le nombre d'assesseurs effectifs, il faudrait interpréter l'article 84, e, comme imposant l'obligation d'avoir au moins autant d'assesseurs suppléants que d'assesseurs effectifs, tout en n'interdisant pas d'en désigner plus, étant entendu que les suppléants seront désignés de la même manière que les effectifs.

Cette interprétation, quoique non contraire à l'esprit du statut, se heurte néanmoins à la lettre de l'article 84, e.

Afin d'éviter toute contestation sur la régularité de la composition de la chambre et donc de la régularité des avis, il serait prudent qu'un arrêté royal accordât au Ministre des Finances l'habilitation de déroger à l'article 84, e, du statut.

Quel que soit d'ailleurs le nombre prévu des suppléants, la composition régulière d'une chambre pourra malgré tout devenir impossible dans certaines circonstances. Mais cette difficulté résultant du statut n'est pas propre au Ministère des Finances.

Sous cette réserve, le Conseil d'Etat propose les modifications de forme ci-après :

.../...

Au troisième alinéa du préambule il faut écrire :
"arrêté ministériel" au lieu de : "Arr.Min."

+
+ +

A l'article 1er, les paragraphes 1er à 19 doivent
être précédés par le signe "§".

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante
pour le § 2:

" § 2. - L'article 5 est remplacé par la disposition sui-
vante :

"Article 5 : Chacune des sections linguistiques comprend
au moins douze assesseurs suppléants".

Il importe de fermer les guillemets à la fin de
l'article 6 introduit par le § 3.

Le Conseil d'Etat propose de modifier le liminaire
du § 5 et de le compléter par un alinéa, ainsi qu'il suit :

" § 5. - L'article 8, § 1er, est remplacé par les disposi-
tions suivantes :

Les organisations professionnelles ... (la suite
comme au projet)...

Leur représentation est augmentée ... (la suite
comme au projet)...

Elles procèdent en outre à la désignation des as-
sesseurs suppléants qui seraient nécessaires pour assurer
l'application de l'article 85 du statut.".

.../...

Au § 11, il y aurait lieu de supprimer l'alinéa 2 de l'article 13 introduit et de rédiger le dernier alinéa ainsi qu'il suit :

"A défaut dans l'organisation professionnelle représentée, d'un ^{effectif ou} assesseur/suppléant d'un grade au moins égal ... (la suite comme au projet du Ministre des Finances) ...".

La rédaction suivante est proposée pour le § 12 :

" § 12.- L'article 15 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 15 : Si la récusation est prononcée à l'égard d'un assesseur représentant une administration, le président choisit son remplaçant parmi les assesseurs suppléants.

Si la récusation est prononcée à l'égard d'un assesseur représentant le personnel, l'assesseur primitivement désigné est remplacé par un assesseur suppléant appartenant au même groupement, ou à défaut par un assesseur suppléant désigné par le président, parmi les agents d'un autre groupement professionnel représenté à la chambre de recours".

A l'article 20, C), introduit par le § 14, les mots : "après avis du conseil de direction ou du collège des chefs de service habilité à cet effet" sont superflus et devraient être supprimés.

.../...

Au § 17, il y aurait lieu de supprimer les mots :
"en temps utile".

+
+ +

A l'article 2, le mot "précité" doit être supprimé.

+
+ +

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour
l'article 3 :

Article 3.-

Le présent arrêté entrera en vigueur à la date de
l'abrogation de l'arrêté du Régent du 19 février 1948 relatif
à la composition de la chambre de recours du Ministère des
Finances.

+
+ +

L'annexe au projet d'arrêté ministériel devrait être
mise en concordance avec la nouvelle rédaction proposée pour
celui-ci.

De plus, elle doit comporter la mention "Vu pour
être annexé à l'arrêté ministériel du ..." suivie de la signa-
ture du Ministre.

Het onderhavig ontwerp van ministerieel besluit strekt tot wijziging van de regelen volgens welke de samenstelling van de raad van beroep van het Ministerie van Financiën wordt bepaald.

De talrijke vereisten die voor een regelmatige samenstelling van deze raad na te komen zijn, stellen een probleem waarvoor de oplossing niet gemakkelijk te vinden is.

1° Artikel 4 van de wet van 28 Juni 1932 betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken maakt de dualiteit op taalgebied verplicht.

2° Artikel 84, b, van het statuut van het Rijkspersoneel eist dat de vertegenwoordiging van het personeel in de raad van beroep, zou toekomen aan de beroepsverenigingen die in de syndicale raad van advies vertegenwoordigd zijn en dit naar verhouding van hun vertegenwoordiging in deze laatste raad.

3° Artikel 85 van het statuut schrijft voor dat alle personeelsleden die in een bepaalde zaak zitting hebben "een passende graad zouden hebben", waaronder moet worden verstaan dat zij met een graad moeten bekleed zijn die ten minste met die van de verschijnende persoon gelijkstaat.

4° Uit de artikelen 6 en 7 van het ministerieel besluit van 1 Maart 1940 en uit de wijzigingen welke dit ontwerp daarin brengt, volgt dat de raad van beroep een vertegenwoordiger moet tellen van het bestuur waarvan hij die verschijnt afhangt en de Minister, door middel van de

.../...

door hem benoemde bijzitters, voor de vertegenwoordiging van de verschillende besturen van het Ministerie van Financiën moet zorgen.

Voegt men aan deze regels de mogelijkheid tot *wraking* (artikelen 86 en 87 van het statuut) en de nog grotere mogelijkheid van een verhindering toe, dan geeft men er zich rekenschap van welk bijzonder ingewikkeld probleem het wordt, de samenstelling van de raad zodanig te bepalen dat een regelmatige werking in alle gevallen mogelijk is.

De Minister dacht de regelmatige samenstelling van de raad te kunnen bevorderen door meer plaatsvervangende bijzitters, als vertegenwoordigers van de besturen, aan te stellen en door tijdelijke bijzitters als vertegenwoordigers van het personeel toe te voegen.

In het statuut is evenwel van deze speciale categorie van tijdelijke bijzitters geen sprake, en, nadat hieromtrent opmerkingen werden gemaakt, zijn, met het akkoord van de gemachtigde van de Minister, wijzigingen in het ontwerp aangebracht zodat deze bijzitters er de benaming "plaatsvervanger" krijgen.

Artikel 84 van het statuut bepaalt echter dat:
"Elke Raad van beroep is samengesteld uit : ...

- e) zoveel plaatsvervangende leden als er werkelijke leden zijn, op dezelfde manier aangewezen."

Om meer plaatsvervangers dan werkelijke bijzitters in de vertegenwoordiging te kunnen opnemen, zou artikel 84, e), zo moeten worden uitgelegd dat het wel de

.../...

verplichting insluit ten minste evenveel plaatsvervangers als werkelijke bijzitters aan te wijzen, maar niet belet dat er meer zouden zijn, met dien verstande dat de plaatsvervangers op dezelfde wijze als de werkelijke bijzitters worden aangewezen.

niet

Ofschoon/strijdig met de geest van het statuut, is deze interpretatie bezwaarlijk met de bewoordingen van artikel 84, e), te verenigen.

Om alle betwisting omtrent de regelmatigheid van de samenstelling van de raad en bijgevolg omtrent de regelmatigheid van de adviezen te voorkomen, ware het voorzichtig als een koninklijk besluit aan de Minister van Financiën de bevoegdheid verleende om van artikel 84, e) van het statuut af te wijken.

Trouwens, hoeveel plaatsvervangers ook worden voorzien, in sommige omstandigheden kan het ondanks alles onmogelijk zijn een raad regelmatig samen te stellen. Voor deze moeilijkheid, die overigens een gevolg is van het statuut, zal echter niet alleen het Ministerie van Financiën zich geplaatst zien.

Onder dit voorbehoud stelt de Raad van State sommige vormwijzigingen voor, die uit de hierna volgende tekst blijken :

In het derde lid van de inleiding moeten de woorden "Ministerieel besluit" voluit worden geschreven.

+
+ +

.../...

In artikel 1 moet men de paragrafen 1 tot 19 van het teken "§" doen voorafgaan.

Voor § 2 stelt de Raad van State de hierna volgende tekst voor :

" § 2. Artikel 5 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5.—

Iedere taalafdeling telt ten minste twaalf plaatsvervangende bijzitters."

Op het einde van artikel 6, dat door § 3 is ingeleid, sluite men de aanhalingstekens.

De Raad van State stelt voor, het inleidend gedeelte van § 5 te wijzigen en het met een nieuw lid aan te vullen, zoals volgt :

" § 5. Artikel 8, § 1, wordt door de volgende bepaling vervangen : De in de departementale syndicale raad van advies ... (voorts zoals in het ontwerp). Hun vertegenwoordiging wordt ... (voorts zoals in het ontwerp). Zij wijzen bovendien de plaatsvervangende bijzitters aan, nodig voor het toepassen van artikel 85 van het statuut."

In § 11 late men het tweede lid van het ingeleid artikel 13 weg en stelde men het laatste lid als volgt :

"Bij ontstentenis in de vertegenwoordigde beroepsvereniging van een ^{werkelijk of} plaatsvervangend bijzitter die

.../...

ten minste dezelfde graad heeft als de verschijnende, ... (voorts zoals in het ontwerp van de Minister van Financiën)... ".

Voor § 12 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 12.- Artikel 15 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 15.-

Indien een bijzitter die een bestuur vertegenwoordigt gewraakt is, kiest de voorzitter zijn plaatsvervanger onder de plaatsvervangende bijzitters.

Indien een bijzitter die het personeel vertegenwoordigt gewraakt is, wordt de aanvankelijk aangewezen bijzitter vervangen door een plaatsvervangende bijzitter die tot dezelfde groepering behoort, of, bij gebreke van deze, door een plaatsvervangend bijzitter die de voorzitter aanwijst onder het personeel van een andere, in de raad van beroep vertegenwoordigde beroepsvereniging."

In artikel 20, C), ingeleid door § 14, zijn de woorden : "na advies van de directieraad of van het daartoe bevoegd gemaakt college der diensthoofden" overbodig en moeten wegvallen.

In § 17, schrappe men de woorden : "te gepasten tijde".

+
+ +

In artikel 2 moet het woord "voornoemd" wegvallen.

+
+ +

.../...

De Raad van State stelt voor artikel 3 de volgende tekst voor :

Artikel 3.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het besluit van de Regent van 19 Februari 1948 betreffende de samenstelling van de raad van beroep van het Ministerie van Financiën wordt opgeheven.

+
+ +

De bijlage bij het ontwerp van ministerieel besluit dient met de nieuwe redactie die voor dit laatste voorgesteld wordt, in overeenstemming gebracht. Bovendien moet er op vermeld worden : "Goed bevonden om aan het ministerieel besluit van ... gehecht te worden", met de handtekening van de Minister.

Etaient présents :

Waren aanwezig :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat, président,
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State.

P.COART-FRESART, assesseurs de la section
de législation,
P.ANSIAUX, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J.SUETENS.

des Finances.
van Financiën.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

Le 1951.

Le 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

Griffier van de Raad van State,

K.MEES.